



PARLEMENT

Isidore Mvouba se fixe des défis à la tête de l'Assemblée nationale

L'ancien Premier ministre et ancien secrétaire général du Parti congolais du travail, Isidore Mvouba, élu samedi à la présidence de la chambre basse du parlement congolais a interpellé les députés sur l'importance des défis qui attendent la 14^e législature.

« Ensemble, nous allons poursuivre l'œuvre que les législatures passées nous ont laissée.

C'est pourquoi, le renforcement de l'Etat de droit, le maintien de la paix intègrent la liste des chantiers que nous allons mettre en œuvre au cours de cette législature », a notamment déclaré le nouveau président de l'Assemblée nationale au cours de la session inaugurale qui a également élu six autres membres du bureau.

Page 3

INTERVIEW

El Hadj Djibril Bopaka : « Le pays nécessite de nouvelles méthodes de gestion »

Alors que le Congo amorce un tournant important du renouvellement de ses institutions et leurs animateurs, le président de l'Union des opérateurs économiques congolais est monté au créneau pour appeler une refonte dans la manière de gérer la chose publique.

El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka exorise la mauvaise gestion, l'impunité et invite le président de la République à plus de sanctions. Il revendique également une collaboration plus franche entre les pouvoirs publics et les syndicats patronaux.

« Le président de la République a dit la vérité. Je crois que cela ne sert à rien de tourner en rond, car le Congo connaît une crise profonde. Et nous sommes un peu dérangés du fait que le Congo subit plus tôt la crise. Les Congolais doivent tirer les leçons », a-t-il martelé en commentant le dernier message à la nation du président Denis Sassou N'Guesso.

Page 5



ELIMINATOIRES CHAN 2018

Les Diables rouges aux anges à Kinshasa



Les Diables rouges qualifiés pour la phase finale du ChanAdiac

Les Diables rouges du Congo ont réussi leur coup à Kinshasa en contraignant les tenants du titre de la République démocratique du Congo (RDC) à un nul d'un but partout. Score suffisant pour valider leur ticket pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan) Kenya 2018. Barel Moko et ses coéquipiers ont esquissé des pas de la fameuse danse Fimbu sur la pelouse du

Stade des Martyrs ; au grand désarroi des Léopards de la RDC qui, après le nul du match aller disputé le 11 août à Brazzaville, avaient subi la loi du but marqué à l'étranger.

Page 12

DISPARITION

Un hommage unanime à Raymond Damase Ngolo

Décédé le 9 août dernier à Paris, en France, à l'âge de 81 ans, l'ancien ministre de la Défense, le général de division Raymond Damase Ngolo a été inhumé hier à Ngabé, sa ville natale. Avant le départ de sa dépouille mortelle pour cette localité, les corps constitués nationaux conduits par le président Denis Sassou N'Guesso lui ont rendu un hommage solennel au Palais des congrès de Brazzaville.

Le ministre de la Défense, Charles Richard Mondjo qui a lu l'oraison funèbre à cette occasion a salué la mémoire d'un militaire courageux, témoin de plusieurs générations « qui a su commander aux hommes ».

Page 2

ÉDITORIAL

Attente

Page 2

ÉDITORIAL

Attente

Alors que s'écrivent ces quelques lignes, le Congo est toujours en attente : en attente du Premier ministre que le chef de l'Etat désignera conformément aux dispositions de la Constitution de la Nouvelle République ; en attente du gouvernement que celui-ci formera pour donner un contenu concret au plan de redressement dessiné par le président de la République dans son Message à la Nation le 14 août ; en attente donc des décisions qui lui permettront d'espérer en des lendemains meilleurs.

Que Denis Sassou N'Guesso prenne son temps, tout son temps, pour mettre en place l'équipe qui aura la lourde charge de résoudre les problèmes auxquels fait face notre pays dans le moment présent n'a rien de surprenant. Instruit par l'expérience il sait mieux que quiconque combien le choix des hommes est important, décisif même, dans la conduite des affaires publiques. Et comme les temps sont durs il importe plus que jamais de bien réfléchir avant de prendre les décisions qui s'imposent.

Ceci étant dit un signal important a été envoyé à la Nation dès samedi puisque c'est un ancien Premier ministre, Isidore Mvouba, qui a été élu par ses pairs à la présidence de l'Assemblée nationale. Représentant du département du Pool et fin tacticien, celui-ci a en effet toutes les qualités nécessaires pour amener les députés à débattre sereinement des grandes questions qui se posent au Congo dans le moment présent, puis à voter les lois qui permettront d'améliorer la gouvernance publique et à franchir les obstacles de toute nature qui s'élèvent sur notre route. Son expérience politique constitue une garantie pour la nouvelle équipe ministérielle qui verra le jour dans les heures à venir.

Le régime démocratique que nous avons adopté au sortir de la Conférence nationale et qui a mis près d'une décennie avant de réellement s'imposer, non sans mal comme l'ont montré les guerres civiles de 1997 et 1998, repose sur la bonne entente entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Les élections législatives ayant confirmé la majorité présidentielle et la présidence de l'Assemblée nationale étant confiée à un homme de consensus, le futur gouvernement a dès à présent la garantie qu'il sera accompagné, soutenu sans défaillance. Ce n'est évidemment pas rien dans le moment présent.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Hommage national au général Raymond Damase Ngolo

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso assisté de son épouse ainsi que des corps constitués a rendu le 19 août à Brazzaville un dernier hommage au général de division Raymond Damase Ngolo décédé le 9 août à Paris à l'âge de 81 ans.

retiendra de lui, le souvenir d'un homme qui a vu grandir de nombreuses générations à l'armée ».

Né le 25 mars 1936 à Ngabé, Raymond Damase Ngolo fut un homme dont la carrière ressemble à un symbole des honneurs et des servitudes du métier des armes. Il s'engage à l'armée le 22 février 1957 en qualité de volontaire. Il est aussitôt envoyé au 7ème régiment

il est élevé au grade de capitaine. Il repart pour la France afin de suivre des cours d'état-major. En 1974, il est commandant de la zone autonome de Brazzaville et entre au comité central du Parti congolais du travail. Raymond Damase Ngolo, a poursuivi le ministre de la Défense dans son oraison funèbre, avait une conception complète du devoir. Le 1^{er} régiment blindé s'est illustré par sa personne. De 1968 à nos jours, il a été le compagnon du président de la République. « Il a été ce militaire qui a su commander aux hommes ». Il a aussi connu les contraintes de la vie militaire avec l'oubli de soi comme l'ont su bien le dire quelques-uns de ses compagnons d'armes.

« Je retiens de cet homme, ce soldat, ce combattant, un modèle, un exemple. Au moment où j'arrive à l'armée, ce sont nos anciens. Ils nous ont encadrés. L'homme était discipliné, il appliquait la rigueur dans son unité et nous avons appris à être rigoureux par sa manière et ça, ça ne nous quitte plus », a déclaré le général Noel Léonard Essongo.

« Nous sommes devenus des compagnons de lutte parce que lui et moi avons fait la politique ensemble. C'est un grand regret de le voir partir. Il était objectif. Si vous méritiez la punition, il vous punissait et si vous méritiez l'avancement il vous l'accordait », a renchéri pour sa part, le médecin général Anselme Mackoumbou-Nkouka. Raymond Damase Ngolo dont la dépouille a quitté Brazzaville aussitôt après la cérémonie d'hommage, reposera à Ngabé sa terre natale.

Jean Jacques Koubemba



Le couple présidentiel s'inclinant devant la dépouille du disparu /Adiac

Dans l'oraison funèbre lue pour la circonstance par le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, il a été révélé que l'ancien ministre de la Défense fut un monument de l'histoire du Congo.

Raymond Damase Ngolo, a déclaré Charles Richard Mondjo, a été un homme de passion, partagé entre l'art militaire qu'il vivait comme un sacerdoce et l'art politique qu'il n'aura jamais cessé de pratiquer.

Ce fut un homme de fidélité constante aux idéaux, dont la vaillance et le courage l'avaient élevé. C'est à ce titre qu'on le respectait. Il déjouait tout jugement sur sa personne. « L'armée

interarmes à Bouar en République Centrafricaine où il obtient deux certificats d'aptitude technique dont l'un en infanterie.

En 1962, il obtient le brevet d'arme du 1er degré d'infanterie avant d'être retenu pour une formation d'officier à l'Ecole militaire de Strasbourg en France et d'être ensuite admis à Saint-Cyr en 1966 où il sort avec le grade de sous-lieutenant. Après une carrière militaire fournie, il rentre au pays en 1967.

Il est affecté à l'escadron blindé qui devient régiment en 1968 en qualité d'adjoint au commandant. Il est promu au grade de lieutenant. Après sa formation politico-militaire en Chine,

ELECTIONS SÉNATORIALES

Le PCT investit 48 candidats

Le comité national d'investiture du Parti congolais du travail (PCT) s'est réuni le 18 août à Brazzaville. Au menu, l'examen des dossiers de candidatures comptant pour les élections sénatoriales du 30 août prochain. À l'issue des travaux, 48 candidatures ont été retenues sur les 233 présentées.

Au cours de cette 6ème réunion ordinaire, le Comité national d'investiture n'a pas publié les noms des candidats retenus, mais a précisé que ces

quarante-huit candidats concernent l'ensemble des départements du Congo, à l'exception de celui du Pool. Comme aux législatives et locales, le mandat des sénateurs issus de la dernière législature venait aussi d'être prolongé par la Cour constitutionnelle, en attendant des partielles qui seront organisées dans neuf circonscriptions de ce département.

Conformément aux accords qu'ils ont conclus, sur les soixante-douze (72) sièges à pourvoir à l'hémicycle,

le PCT a réservé le reste des sièges à ses alliés de la majorité présidentielle. « À partir d'aujourd'hui, vous devez vous mouvoir sur le terrain pour mobiliser pour que les résultats des élections que nous avons bien préparées, soient bien le prolongement des performances réalisées par notre parti au cours des élections législatives et locales », a affirmé le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, qui a dirigé les travaux.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARLEMENT

Isidore Mvouba élu président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale, issue des élections législatives de juillet dernier, a tenu sa session inaugurale le 19 août 2017 à Brazzaville. Au cours de celle-ci, elle a élu son président en l'occurrence Isidore Mvouba, ainsi que d'autres membres du bureau de cette institution.

Député de Kindamba dans le département du Pool, Isidore Mvouba a été élu lors d'un vote à bulletin secret avec cent-quarante-quatre voix sur un corps électoral de cent-quarante-sept votants.

Cette session inaugurale de la chambre basse a été présidée par un bureau d'âge, placé sous la direction de Clément Mouamba, député de Sibiti 1 dans le département de la Lékoumou. Isidore Mvouba va présider l'Assemblée nationale dans le cadre de la quatorzième législature, succédant ainsi à Justin Koumba qui a dirigé l'institution pendant deux législatures.

L'ancien ministre des Sports, Léon Alfred Opimbat, député de Mbomo dans la Cuvette-ouest, a été désigné au poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale, celui de 2^e vice-président ayant été confié à l'ancien député-maire de Pointe-Noire Roland Bouity Viaudo.

Le poste de premier secrétaire de l'Assemblée nationale est revenu à Pierre Obambi, député de la troisième circonscription



Les membres du bureau de l'Assemblée nationale /Adiac

de Talangai, celui du deuxième secrétaire à Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou, élu de la deuxième circonscription de Sibiti. La députée d'Impfondo 2, Virginie Euphrasie Dolama a été élue au poste de premier questeur, celui de deuxième questeur a

été attribué à l'ancien ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carrel Mottom Mamoni, député de Ouessou 2 (Sangha). Prenant la parole, le nouveau président de l'Assemblée nationale a rappelé la responsabilité qu'incombe aux députés, ainsi

que les défis de la quatorzième législature. « Chers députés, nous sommes au pied de l'ouvrage, les défis qui nous at-

la liste des chantiers que nous allons mettre en œuvre au cours de cette législature », a déclaré Isidore Mvouba.

Selon lui, la nouvelle chambre basse devrait améliorer le contrôle de l'action gouvernementale ; œuvrer en faveur de l'enracinement de la démocratie, de la paix, de la cohésion sociale, de la solidarité et de l'unité nationale.

« L'Assemblée nationale entend jouer pleinement son rôle, pour prendre à bras le corps la situation sécuritaire dans le département du Pool. Il faut sans délai, lever l'hypothèque Ntoumi, afin que les populations du Pool et d'autres départements goutent à nouveau aux délices de la paix », a-t-il dit.

Membre du Parti congolais du travail (PCT), Isidore Mvouba a occupé plusieurs fonctions administratives et politiques parmi lesquelles celles de Premier ministre et de secrétaire général par intérim du PCT. Son élection à la tête de la chambre basse s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine (RCA), Abdoul Karim Mekassoua.

Firmin Oyé

tendent sont efficaces, nous devons les réaliser. Ensemble, nous allons poursuivre l'œuvre que les législatures passées nous ont laissées. C'est pourquoi, le renforcement de l'Etat de droit, le maintien de la paix intègrent

LE FAIT DU JOUR

Réalisme façon Kenya

Une fois encore, Raila Odinga n'a pas réussi à inverser le cours des choses pour devenir président du Kenya. Les résultats de l'élection présidentielle du 8 août, qu'il a du reste fortement contestés, l'ont donné perdant avec 44,92 % des voix, contre 54,19 % au chef de l'Etat sortant, Uhuru Kenyatta qui rempile pour les cinq prochaines années. En 2013, il l'avait emporté sur son adversaire « historique » sur le fil (50,07% contre 43,31%), alimentant comme cela est de coutume dans beaucoup de pays africains, des soupçons de fraude dans le camp de l'élu.

Odinga a donc été candidat à la fonction suprême en 1997, en 2007, en 2013 et cette année. Sans succès. Mais de toutes ces participations, celle de 2007 a

marqué les esprits sur place au Kenya et au-delà de frontières de ce pays, en raison des violences qui avaient alors suivi la contestation des résultats par ses partisans. Le bilan officiel relevait 1500 morts et quelque 300 000 déplacés. Ironie des chiffres, cette année-là, le candidat malheureux accusait son adversaire, l'ancien président Mwai Kibaki (vainqueur du scrutin) d'avoir fraudé sur 300 000 voix.

Avant la présidentielle du 8 août, la presse étrangère notamment prédisait le caractère explosif de ce rendez-vous électoral en s'appuyant sur les antécédents qui existent entre les camps des deux candidats les plus en vue. Elle a eu raison en partie puisque des mouvements de populations ont été signalés, quelques cas de personnes mortes suite aux violences aussi. Mais l'ampleur

de ces manifestations n'est pas à comparer avec celle d'il y a dix ans. Il est certain qu'une fois passé le sentiment d'injustice chez eux, ceux qui disent avoir perdu l'élection du fait des fraudes rangeront leurs gourdins pour reprendre une vie normale.

En tout état de cause, Raila Odinga a préféré ne pas suivre les appels de certains de ses partisans qui, comme on les a vus s'exprimer à la télévision, juraient sur tous les dieux être prêts à mourir pour la cause. Si cela devait lui aliéner le soutien de « jusqu'au-boutistes », il n'aura pas à rougir d'avoir épargné les vies de ses paisibles compatriotes. Très souvent, ils ne sont pas toujours les mieux lotis quand a lieu le partage du gâteau. Les mêmes qui lui déclarent un soutien indéfectible et attendent, déterminés, qu'il

lance les hostilités peuvent aussi être les premiers à le prendre à partie quand les violences verbales se muent en violences meurtrières.

En politique, on peut parfois être prisonnier de sa base. Le courage consiste, même contre l'avis de celle dernière, à dire la vérité en cas de victoire ou d'échec. Le réalisme consiste à prendre la décision qu'il faut en toute conscience, et bien souvent celle qui ne soit pas la plus consommatrice en vies innocentes. Et tout cela a besoin de tact. D'où le temps mis par Raila Odinga de se prononcer sur le sort de la présidentielle qu'il conteste : s'adresser à la cour constitutionnelle. Dans sa langue maternelle, le Luo, on l'appelle Agwambo, « Le mystérieux ». Ses fidèles peuvent se rendre à l'évidence.

Gankama N'Siah

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des Gestionnaires de comptes :

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **31 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un agent de trésorerie.

PROFIL RECHERCHE :

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Une institution financière de la place recrute un Gestionnaire RH, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

Qualifications requises :

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents règlementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

- Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives
- Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement
- Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)
- Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;
- Etre autonome et capable de travailler sous pression
- Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs
- Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le 01 Septembre 2017 à 17h. Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

AFFAIRES

Unicongo et l'IGE pour un dialogue

L'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) et l'Inspection générale d'Etat (IGE) ont récemment convenu d'établir un dialogue, à l'issue d'une réunion de concertation tenue à Brazzaville.

Cette rencontre était relative au contrôle des inspecteurs d'Etat dans les entreprises privées, conformément aux missions assignées à l'IGE.

« Le contrôle de l'IGE sur une matière et pour une période donnée est péremptoire aux contrôles postérieurs qui seraient initiés par toutes les autres administrations », indique-t-on.

Le vice-président d'Unicongo, Alphonse Missengui a précisé au cours de cette réunion de concertation que sa structure ne s'opposait pas au contrôle de l'IGE dans les entreprises privées.

« Plutôt, elle réagit face à la superposition et à la multiplicité des contrôles de différentes administrations parmi lesquelles certaines ne disposent d'aucune loi qui leur en donne le pouvoir », a-t-il expliqué.

Pour lui en effet, l'ouverture d'un dialogue avec l'IGE rassure à la fois Unicongo et ses adhérents qui pourront dorénavant recevoir les inspecteurs d'Etat avec le droit d'être informés par ces derniers sur « le fondement juridique de leurs demandes de documents ou de renseignements ».

Parlant de la multiplicité des contrôles dans les entreprises privées, le contrôleur général de l'Etat, Germain Kiamba a conseillé Unicongo d'élaborer un rapport à déposer auprès des structures compétentes.

Les sociétés privées basées au Congo traversent une période difficile inhérente à la morosité de la conjoncture économique du pays, marquée par la crise due à la baisse du prix des cours du pétrole sur le marché mondial.

Christian Brice Elion

SECTEUR PRIVÉ

Le Copéco envisage d'autres alternatives pour participer à sa promotion

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) a décidé d'explorer d'autres secteurs porteurs, à savoir l'agriculture et les transports, afin de contribuer à la diversification de l'économie. L'Etat, leur principal client, est en récession à cause de la chute des prix de l'or noir, sa principale ressource.



Paul Nestor Mouandzibi-Dinga (Adiac)

Le président du bureau exécutif du Copéco, Paul Nestor Mouandzibi-Dinga, a confié les intentions de son collectif, lors d'un entretien, le 18 août à Brazzaville.

Pour le président du Copéco, la diversification de l'économie est une préoccupation pour plus de 450 entrepreneurs que compte son collectif. Car elle permettra au Congo de diversifier ses sources de revenus dont la principale reste le pétrole.

« En dépit des difficultés financières dans lesquelles l'Etat nous a plongés, il y a certains entrepreneurs qui ont la volonté de se relancer sans compter sur lui. Certains ont commencé à acheter des hectares pour faire l'agriculture. Nous faisons de notre mieux pour sortir de cette difficulté, l'Etat doit nous faire confiance », a déclaré le président du Copéco.

Par ailleurs, évoluant entre autres dans les bâtiments et services, le Copéco a accompagné le gouvernement dans la réalisation d'un certain nombre de projets dans la période 2013-2016. Le coût global des travaux s'élève, d'après le président dudit collectif, à 40 milliards FCFA. Malheureusement, jusqu'à ce jour, aucun acompte n'a été effectué.

À cause de cette situation difficile, actuellement plus de 90% des entreprises de ce collectif peinent à se prendre en charge et à répondre aux besoins de sa clientèle. Ainsi, pour trouver une issue à cette situation, le Copéco est en négociation avec le gouvernement qui, dans quelques semaines, va signer un programme avec le Fonds monétaire international. Au regard de ce qui se dégage de cet accord, ces opérateurs économiques sont certains quant au paiement de leur dette. « Nous avons l'espoir que nous sortirons de cette crise. Le paiement de la dette commerciale fait partie des exigences que le FMI a imposées à l'Etat. Quand les partenaires vont arriver, nous allons mettre en place le plan d'apurement de la dette commerciale qui s'élève au total à plus de 1000 milliards FCFA », a conclu Paul Nestor Mouandzibi-Dinga.

Lopelle Mboussa Gassia

INTERVIEW

El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka : « Le pays nécessite de nouvelles méthodes de gestion »

Le président de l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc) n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour décrire la crise économique qui secoue le Congo. El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka dénonce la mauvaise gestion, l'impunité et invite le président de la République à plus de sanctions. Dans cette interview, il revendique également une collaboration plus franche entre les pouvoirs publics et les syndicats patronaux et souhaite un dialogue social avec le secteur public en vue de déceler les priorités économiques de l'heure.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB). Quelle analyse faites-vous sur le volet économique du message du chef de l'Etat à l'occasion du 57ème anniversaire de l'indépendance du Congo ?

El Hadj Djibril Bopaka : Le président de la République a dit la vérité. Le pays est dans une situation de cessation de paiement. Je crois que cela ne sert à rien de tourner en rond, car le Congo connaît une crise profonde. Et nous sommes un peu dérangés du fait que le Congo subit plus tôt la crise. Les Congolais doivent tirer les leçons. Mais, pour ce faire, il faut que le chef de l'Etat propose des sanctions sévères. Parce que cette crise est due en partie à la mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion des affaires du pays. Lesquels ont dissimulé les vrais chiffres, ceux qui donnaient espoir aux Congolais ? A ce niveau-là, je pense que la sanction est permise.

LDB. Que proposez-vous en tant qu'opérateur économique ?

E.H.D.B : Le Congo nécessite un plan de réajustement sévère qui doit permettre à la politique macroéconomique de se ressaisir. Parce que l'arrivée du Fonds monétaire international (FMI) est une bonne chose, mais le gouvernement lui-même doit présenter un programme cohérent et sincère. Il y a trop de dépenses exorbitantes. Il y a trop d'exonérations accordées à des sociétés qui viennent au nom de plusieurs concessions. Nous avons trop de charges au niveau des fonctionnaires de l'Etat. Vous avez des hauts responsables qui ne paient pas l'eau et l'électricité et même l'impôt. Ils sont exonérés de tout alors qu'ils gagnent plus. Il y a à ce niveau une contradiction sur le jugement de la consommation des biens publics par l'Etat et le peuple. Ensuite nous avons l'impunité. Sur ce point, la faute revient au président de la République qui ne contrôle pas assez ses collaborateurs. Les détournements de fonds, les comportements déviants, la corruption sont autant de maux que le gouvernement n'a jamais sanctionnés. Il appartiendra au nouveau gouvernement de corriger cela. Nous avons plusieurs propositions, mais il va falloir que nous nous asseyons à travers un dialogue social.

LDB. Vous appelez à la tenue d'un comité national du dialogue social avec l'Etat ?

E.H.D.B : Il faut bien, nous aurons des opérateurs économiques, des syndicats de travailleurs, des repré-



notre nation.

LDB. La situation économique du pays est critique, comment entendez-vous investir pour la diversification économique ?

E.H.D.B : La diversification doit partir d'abord de ces clauses des grandes orientations qui vont nous emmener à tomber d'accord sur comment réhabiliter notre économie et produire la richesse. Il faut qu'on nous dise ce que le FMI nous apporte et ce qui est prioritaire pour relancer l'économie nationale. Quels sont nos propres efforts pour réajuster nos dépenses, quelle est la nouvelle orientation sur la politique économique nationale ? Autant de questions qui méritent des réponses claires. Mais, il ne faut pas oublier que dans le cadre des mécanismes des structures des sanctions, il faut qu'on réforme des structures comme l'Observatoire anti-corruption, la Commission nationale de lutte contre la corruption, etc.

LDB. L'Etat est le principal client de la majorité des opérateurs économiques congolais. Que comptez-vous faire pour remonter la pente dans la situation actuelle ?

E.H.D.B : Non, c'est une vue minimisée de l'homme public. Le secteur privé a pu s'imposer dans ce pays. Bien sûr, il y en a qui ont beaucoup compté sur les marchés publics, et c'est tout à fait normal et légitime. Mais beaucoup sont en dehors des marchés de l'Etat. Si ce n'était pas cela, vous ne devriez pas avoir le transport urbain, routier, aérien et fluvial. Les hôtels, les boulangeries, boutiques, et tous les micros entreprises qui offrent des services indispensables. Le problème c'est de les organiser et maintenir leurs capacités de production et de diversification de leurs activités. A partir de là, en relation avec le système bancaire, on met en place un plan de financement pour plusieurs secteurs, avec des résultats attendus. Quand on parle du secteur privé aujourd'hui, on préfère mettre des milliards au nom de la formation. Mais, jamais vous n'entendez qu'on a dégagé quelques milliards pour donner à une entreprise pour travailler et attendre des résultats.

LDB. L'Etat a tout de même fait plusieurs efforts à ce sujet avec la création, par exemple, d'un Fonds de soutien à l'agriculture. Est-ce que le secteur privé en a tiré profit ?

E.H.D.B : Nous avons condamné cette politique économique. Le Fonds de soutien à l'agriculture n'a pas servi aux opérateurs économiques. Il a servi en grande partie aux fonctionnaires de l'Etat. Quels ont été les résultats sur le terrain ? Ceux qui ont pris des crédits à ce fonds n'ont pas remboursé pour la plupart et personne n'a été poursuivie. C'est pourquoi nous condamnons les fonds. Dans ce genre de mécanisme, il faut une gestion tripartite. Le secteur privé n'a pas senti cet engouement sur l'agriculture.

Propos recueillis par Quentin Loubou

sentants de l'Etat pour discuter économie. Nous devons discuter clairement et tracer un plan qui fera en sorte qu'on sache ce qu'on attend de chaque secteur. Sur le plan financier, l'on pourra par exemple évoquer la dette des opérateurs économiques. Cette dette intérieure, commerciale et du sinistre. Sur ce dernier volet, nous sommes déjà à près de 800 milliards FCFA. La dette commerciale intérieure est à environ 1000 milliards de FCFA. Lorsque toutes ces dettes sont programmées et payées, l'on pourra savoir les projets des opérateurs économiques pour lancer leurs activités. Certains opérateurs ont préfinancé certains projets de l'Etat, d'autres se sont endettés auprès des banques pour réaliser les travaux publics. Malheureusement, nous avons eu des ministres qui n'ont pas tenu compte des efforts nationaux malgré l'embellie financière que nous avons connue.

LDB. Le non-paiement de la dette intérieure n'est-il pas dû à la situation économique que le pays traverse en ce moment ?

E.H.D.B : Bien sûr ! Ils ont privilégié les partenaires étrangers. Aujourd'hui, près de 80% de ces sociétés ont pris fuite à cause de la crise. Ils ont abandonné le Congo et leurs engins qui traînent ici et là. Nous avons pourtant dans ce pays une loi sur le commerce qui protège les intérêts des opérateurs nationaux. Cette loi n'a jamais été appliquée, parce qu'on risque de toucher les intérêts de tel ou tel fonctionnaire. Même le département des petites et moyennes entreprises qui représente les opérateurs économiques n'a jamais présenté un dossier sur les souffrances de ces derniers.

LDB. Le président de la République a dit que le pays n'est pas en arrêt. Donc, l'espoir est permis...

E.H.D.B : Nous sommes une nation. Il suffit que le président prenne bien les dispositions pour essayer de canaliser cette politique. Nous avons espoir parce que le Congo ne manque pas de moyens. Nous avons des ressources, des matières premières et il suffit de bien établir les équilibres économiques et financiers pour arriver au résultat positif et sauver notre pays. Nous ne sommes pas un pays en faillite totale. Le pays mérite de nouvelles méthodes de gestion, de nouvelles mentalités et de nouvelles personnes qui peuvent bien gérer

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des accords pour la fabrication de 100 000 tables-bancs

Dans le but de combler le déficit en tables-bancs dans certaines écoles congolaises, le gouvernement vient de signer deux protocoles d'accord avec les sociétés forestières Likouala Timber et Taman Industries.

Conclus à Brazzaville le 17 août d'une part par les ministres Calixte Ngonogo des Finances et Anatole Collinet Makosso de l'Enseignement primaire et secondaire, et d'autre part par William Massengo de Likouala Timber et Peter Hill, PDG de Taman Industries, ces accords ont un grand intérêt pour le Congo. Ils devraient permettre de financer la fabrication de 100 000 tables-bancs et la construction d'un lycée interdépartemental à Vidoulou (frontière Pointe-Noire-Kouilou) pour un montant de près de 10 milliards FCFA.

A travers ces accords, les deux sociétés qui exploitent et transforment du bois dans la Likouala (au nord du pays) et à Nkougou dans le district de Hinda (Kouilou), se sont engagées à fournir chacune au gouvernement, 50 000 tables-bancs en 3 ou 4 ans. Pour ce faire, chacune d'elle devrait empocher une somme d'environ 3 milliards FCFA, incluant également



le transport dans les départements. « Mais, dès la rentrée scolaire prochaine, nous pouvons estimer avoir disposé d'au moins 10 à 15 000 tables-bancs. Ceci pour répondre à un projet qui nous est cher, conformément aux instructions du président de la République : zéro enfant assis à même le

La délégation des sociétés forestières après la signature des protocoles d'accord/credit photo DR sol. Ce qui veut dire que si ce projet est conduit à son terme, vous pouvez désormais considérer les enfants assis à même le sol comme relevant du passé », a expliqué le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso.

Il a également rappelé que la signa-

ture de ces protocoles d'accord s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025, adoptée au début de cette année. Appuyée par des partenaires techniques et financiers, cette stratégie qui concerne les trois sous-secteurs de l'éducation nationale définit, entre autres, les

concours pour améliorer les conditions de travail, d'apprentissage des enseignants et des élèves.

« Mais, pour la mise en œuvre de cette stratégie, il nous faut beaucoup d'argent, le prêt de la Banque mondiale seul ne peut pas suffire. Le Premier ministre nous avait instruit pour trouver des financements auprès d'autres partenaires. Au lieu d'aller chercher ailleurs, nous avons décidé d'aller vers nos partenaires forestiers qui exploitent du bois dans le pays pour signer un protocole », a dit M. Collinet Makosso.

Rappelons que lors d'une mission de terrain dans la partie nord du pays en fin avril dernier, le ministre en charge de l'enseignement primaire et secondaire estimait à près de 500 000, le déficit de tables-bancs dans les écoles.

Taman Industries a également signé avec le gouvernement un protocole d'accord visant le financement du lycée interdépartemental de Vidoulou, à Pointe-Noire. Anatole Collinet Makosso a indiqué que les travaux de construction de ce lycée, le premier du genre doté d'un internat dans la ville océane, vont démarrer sous-peu.

Parfait Wilfried Douniama

COLONIE DES VACANCES 2017

Owando attend ses invités



La ministre en conversation avec les enfants avant leur départ pour Owando (Adiac)

La 5ème édition de la colonie des vacances sera organisée cette année dans la ville d'Owando dans le département de la Cuvette. Les jeunes concernés par cet événement ont reçu le 18 août à Brazzaville, avant leur départ, la visite de la ministre de la Jeunesse Destinée Hermella Doukaga.

Selon Mme Doukaga, la colonie des vacances permettra aux enfants de se socialiser, de se rendre compte du fait qu'ils sont uniques.

« La colonie aura bel et bien lieu à Owando et l'ouverture c'est aujourd'hui, puisque nous avons déjà des équipes sur place et les enfants prennent leur départ dans les douze départements du Congo. Là, nous assistons au départ des enfants qui sont venus des départements du Kouilou, Pointe-Noire, Niari, Bouenza, Lékoumou et puis ceux de la Sangha, Plateaux, Cuvette-ouest, Cuvette ont aussi pris leur départ dans leurs lieux respectifs d'habitation », a-t-elle déclaré.

Au total, quelque 255 enfants dont 140 filles et 115 garçons venus des douze départements du Congo y compris, ceux issus des familles autochtones et des personnes vivant avec handicap devraient profiter cette année du programme « colonie de vacances Owando 2017 », contre 424 l'année dernière.

Les enfants appelés à prendre part à la colonie de vacances devraient avoir l'âge compris entre 8 et 12 ans. Ils devraient être de nationalité congolaise et avoir de bons résultats scolaires.

Guillaume Ondzé

Le RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL BRAZZAVILLE RECRUTE :

1 CHEF COMPTABLE (H/F)

POSTE

Rattaché(e) au Directeur Financier, vous encadrez les collaborateurs comptables et avez pour principales missions:

- Préparation du compte de résultat et du bilan annuel ;
- Suivre la réglementation fiscale et établir les déclarations fiscales ;
- Etablissement des états de reporting mensuel ;
- Suivi de la trésorerie ;
- Suivi des immobilisations ;
- Suivi du chiffre d'affaire et des règlements des clients ;
- Assurer les relations avec les intervenants extérieurs : banques, Commissaires aux Comptes, administrations, etc.

PROFIL

Issu(e) d'une Formation supérieure dans le domaine de la comptabilité de type MSTCF, Master CCA, DECF, DCG ou DSCG, vous justifiez impérativement d'une expérience réussie d'environ 5 années sur un poste similaire ou en cabinet d'audit/d'expertise comptable.

Prêt(e) à relever des défis, vous êtes reconnu(e) pour votre autonomie et votre gestion des priorités.

Vous possédez également une aisance relationnelle forte et avez le sens des responsabilités.

Vous avez impérativement une expérience en management et un bon niveau d'anglais.

Une très bonne maîtrise du logiciel Excel est indispensable afin de réussir pleinement dans vos missions.

Vous êtes intéressés par cette offre, envoyez-nous votre CV et une lettre de motivation avant le 2/09/2017 à :

Office National de l'Emploi et de la Main d'Œuvre (ONEMO) sis avenue Edith Lucie Bongo Ondimba à Mpila Brazzaville

ou par mail à drh.brazzaville@radissonblu.com

Nous tenons à remercier tous les candidats pour leur candidature. Cependant, seuls les candidats sélectionnés pour une entrevue seront contactés.

MÉTÉOROLOGIE

Le Congo bientôt doté d'un cadre national des services climatiques

Grâce à l'appui de l'Organisation météorologique mondiale, l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) organisera du 21 au 24 août à Kintélé, banlieue nord de Brazzaville, l'atelier de concertation nationale pour la mise en place du cadre national des services climatiques.

L'objectif de cet atelier est de réunir, d'après un communiqué de presse de l'ANAC, toutes les parties prenantes et institutions en charge du climat, de la prévision météorologique et hydrologique avec des utilisateurs de ces prévisions. Il s'agit notamment des planificateurs de développement, preneurs de décision, et des services techniques de tous les secteurs sensibles aux temps et au climat (agriculture, élevage et sécurité alimentaire, santé, gestion de catastrophes, tourisme, infrastructures, protection civile). Le but étant de permettre une production des services climatiques pertinents, et d'appuyer une meilleure gestion des risques climatiques par les populations vulnérables vivant dans des zones à risque et exposées aux catastrophes naturelles.

« Si un accord est conclu entre les participants, une initiative nationale pilote multisectorielle sera lancée sous la direction de la plus haute autorité du pays, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unisdr et les organismes scientifiques et gouvernementaux concernés », précise le communiqué.

Les participants définiront collectivement, pendant les travaux, les seuils d'alerte pour chacune de ces menaces en ce qui concerne l'ampleur, la probabilité et le délais de l'évènement prévu. Ils examineront les autres défis et possibilités de relier l'information aux décisions prises. Un processus qui devrait aboutir à la conception de décisions fondées sur des prévisions ainsi que des prévisions fondamentalement basées sur des décisions. L'atelier de Kintélé permettra également d'identifier les mécanismes de communication, la chaîne d'action et de commande qui sera déclenchée par les gestionnaires de catastrophes nationales une fois l'alerte reçue.

Parfait Wilfried Douniama

AIDE HUMANITAIRE

Les dirigeants du monde invités à renforcer les politiques de protection des civils

Dans la perspective de promouvoir le respect du droit international humanitaire et d'encourager les dirigeants du monde entier à réfléchir sur la mise en place des politiques efficaces, capables de renforcer la protection des civils, ainsi que leurs droits, la communauté internationale célèbre ce samedi 19 août, la journée mondiale de l'aide humanitaire. Organisée sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations-Unies, cette journée s'inscrit dans le cadre de l'application des principes et lois intégrés dans le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU sur la protection des civils en période de conflits armés, publié en mai 2017.

Cette commémoration est également une occasion propice pour les partenaires humanitaires de s'unir afin de réaffirmer leur volonté de défendre les causes des plus vulnérables dans les zones de guerre et de conflits. « Nous demandons aux dirigeants du monde à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils dans les périodes de conflits. Parce que les civils ne doivent pas être des cibles pour être pris au piège lors des conflits », indique le communiqué du secrétaire général de l'ONU, publié le 17 août.

En effet, selon ce communiqué, cette date a été choisie par l'Assemblée générale en référence à l'attentat du 19 août 2003 contre le siège des Nations Unies à Bagdad, en Iraq. Une attaque qui avait causé la mort à 22 personnes. « Chaque jour, les travailleurs humanitaires aident des millions de personnes à travers le monde, peu importe où ils sont. C'est pourquoi, la Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rendre hommage à ceux ou celles qui font face au danger et à l'adversité pour aider les autres », précise le même communiqué.

« Des enfants sont déscolarisés, des familles sont déracinées et des communautés entières sont déchirées. Face à cela, les professionnels de santé et les travailleurs humanitaires risquent leur vie pour apporter une assistance aux personnes touchées par la violence », conclut le communiqué.

Rock Ngassakys

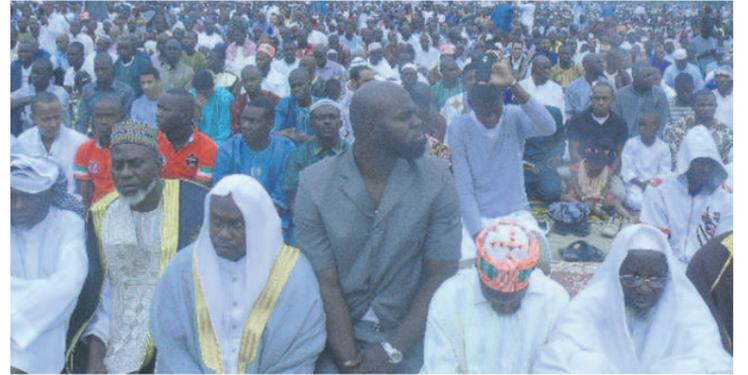
RELIGION

Plus de deux cent cinquante musulmans congolais en pèlerinage à la Mecque

Le président du Conseil supérieur islamique du Congo (CSIC), El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, a confirmé le 19 août à Brazzaville, la participation de plus de deux cent cinquante musulmans congolais au pèlerinage à la Mecque.

La première délégation des musulmans ayant déjà quitté la terre congolaise pour l'Arabie Saoudite a obtenu des visas en passant par les pays comme le Gabon, la RCA et autres. L'autre vague pourra quitter Brazzaville le 23 août prochain.

Le pèlerinage à la Mecque est l'un des cinq piliers de l'islam, obligatoire à tout musulman, au moins une fois dans sa vie, s'il dispose



Séance de prière des musulmans (DR)

des moyens financiers. En rapport avec le calendrier islamique, ce pèlerinage en terre sainte se déroule entre le 8 et le 13 du mois musulman de Dou Al Hijja qui est le dernier mois du calendrier. Egalement, la pra-

tique du pèlerinage, appelée Hajj en arabe remonte à l'an 9 du calendrier musulman, aussi appelé l'année de la délégation marquée par la révélation de la sourate Al Imran.

Fortuné Ibara

EGYPTE

Le président Abdel Fattah al-Sissi en tournée africaine

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, est arrivé à N'Djamena (Tchad) le 17 août dans le cadre d'une tournée africaine qui l'a conduit successivement en Tanzanie, au Rwanda et au Gabon. Cette visite avait pour but de renforcer l'influence de son pays en Afrique en général et dans les pays concernés en particulier.

Premier chef d'Etat égyptien à se rendre au Tchad dans le cadre d'un voyage officiel, Abdel Fattah al-Sissi qui a effectué une visite de 48 heures dans la capitale tchadienne a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue Idriss Déby Itno sur différents sujets, dont les questions de

développement et sécuritaires, notamment la lutte antiterroriste et la Libye voisine aux deux pays.

Si cette mini-tournée visait à accroître la coopération économique avec les pays visités par le biais d'investisseurs égypto-arabes et de l'Agence égyptienne d'aide au développement, au Tchad, c'est surtout la lutte antiterroriste qui a dominé les échanges entre les deux chefs d'Etat. Ce qui a poussé le président égyptien à manifester la volonté du Caire de renforcer la capacité de N'djamena à combattre la contrebande d'armes vers la Libye puis l'Egypte.

A Libreville mercredi, lors d'une déclaration à la presse avec le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, le président égyptien s'est appesanti sur «

l'importance du renforcement de la coopération entre l'Egypte et le Gabon dans le cadre de l'Union africaine, de l'ONU et de ses différents organes ». « Pour le Gabon, l'Egypte est une grande puissance économique africaine », a répondu le chef de l'Etat gabonais, après la signature d'un accord commercial entre les deux pays.

Les deux chefs d'Etat ont aussi abordé la situation dans certains foyers de tensions en Afrique. « Nous encourageons tous les efforts qui visent à ramener la paix et le calme dans certains pays tels que la République centrafricaine et la République démocratique du Congo », a dit Ali Bongo Ondimba.

Nestor N'Gampoula

Inauguration de la plus grande base militaire en Afrique

La plus grande base militaire d'Afrique pourra accueillir 20 000 soldats. Elle a été inaugurée par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, à El-Hanmam, près d'Alexandrie.

Cette base est dotée de nombreux chars, hélicoptères, systèmes de défense antiaérienne et autres équipements de combat. Elle portera le nom du premier président égyptien, Mohamed Naguib, au

pouvoir de 1952 à 1954. Plusieurs missions seront assignées à cette nouvelle infrastructure : protéger le pays des menaces terroristes, sécuriser les frontières avec la Libye et le Soudan, protéger les vastes gisements gaziers récemment découverts en Méditerranée, ainsi que sécuriser la circulation sur la Mer rouge.

Selon le média russe Sputnik, il s'agirait également, à l'avenir, de

protéger la future centrale nucléaire qui doit être construite ces prochaines années en collaboration avec la Russie. Une autre base sera prochainement ouverte en Egypte, près de la ville de Sidi Barrani, à 95 km de la frontière libyenne.

Elle sera destinée à protéger la zone frontalière des trafics d'armes, de drogues et d'êtres humains, ainsi qu'à lutter contre les extrémistes.

Noël Ndong



BACHELIERS : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU CYCLE ANGLAIS DU BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (BBA) DE L'IFAM / PARIS

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com



Promovacances

FORFAITS YA POMBA

Des nouveaux
forfaits Internet
BALEZ à prix KDO

Compose *121*4#



AG Partners

FORFAITS YA POMBA



LE RESEAU DES SMARTPHONES

LCB BANK, une entreprise citoyenne et un acteur social actif

L'Unité des Soins Intensifs Cardiologiques (USIC) du CHU de Brazzaville a été inaugurée le lundi 14 août 2017 en même temps que la visite de l'unité d'assainissement et la réception du matériel relatif à l'Opération d'assainissement du Centre Hospitalier de Brazzaville dénommée « pas de Santé sans Propreté » en présence de Madame la Ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo.

LCB Bank a été invitée en tant que partenaire financier actif lors de ces deux événements au cours desquels, LCB Bank a reçu non seulement les chaleureux remerciements de Madame la Ministre de la Santé et de la population, mais surtout des encouragements à progresser et à maintenir cet élan de banque citoyenne et d'acteur social.

Il sied de souligner que ces appuis de LCB Bank traduisent sa volonté de matérialiser permanentement



Une image de l'Unité des soins Intensifs Cardiologiques du CHU Brazzaville

la Fondation Calissa IKAMA, dont la vocation est de lutter contre le cancer de l'enfant.

Cet élan de cœur et son engagement social ont valu à la banque, la reconnaissance des instances

de la Fondation Calissa IKAMA, en lui décernant un titre honorifique. L'évènement avait eu lieu au siège social de la banque, le 03 mars dernier. La délégation de la Fondation était conduite par Mme Olga

Euphrasie AKYLANGONGO. Cette cérémonie a connu, outre la remise du titre honorifique à LCB Bank, le port du ruban d'or, symbole de la lutte contre le cancer de l'enfant, la signature du livre d'or de la Fondation, avant de terminer par une photo de famille.

Cette action de bienfaisance n'est pas isolée, puisque LCB Bank a aussi orienté son action en direction d'un orphelinat « Mwana village » à Pointe-Noire. C'était précisément le 08 mars 2017, journée internationale des droits de la femme, à l'occasion de laquelle des représentantes des femmes de LCB Bank ont mené une action consistant à apporter un don de vivres en faveur des enfants de cette maison d'accueil.

Apporter tant soit peu des moyens à cet orphelinat, pour le soutenir dans son engagement et son action en faveur des enfants délaissés et orphelins, traduit la sensibilité de LCB Bank, acteur économique de premier plan, à s'intéresser également aux problèmes qui peuvent se poser au sein des communautés et dans la société.

LCB Bank est déterminée à assumer sa responsabilité d'entreprise citoyenne, à travers un engagement sur le terrain des réalités sociétales impliquant l'humain. Assurément LCB Bank est aussi un acteur impliqué dans la réponse aux problèmes de son environnement social. C'est aussi cela faire de la banque autrement avec un regard bienveillant sur la société. En dépit d'un contexte de crise économique et financière frappant l'économie nationale congolaise,

caractérisée par une tendance à la réduction drastique des budgets d'investissement et par la mise en œuvre des plans sociaux assortis de la suppression de plusieurs milliers d'emplois, LCB Bank demeure engagée dans une démarche volontariste d'investissement.

Le moins que l'on puisse affirmer, c'est que le capital humain de LCB Bank est rangé et en ordre de bataille, pour relever chaque jour les défis imposés par son environnement économique et son temps.



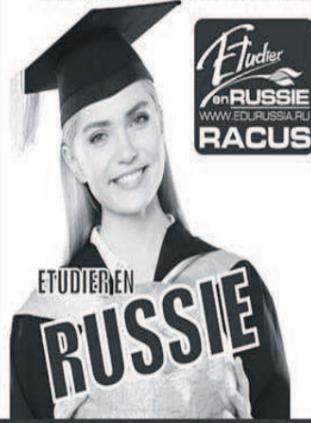
De la gauche vers la droite : Le Directeur Général du CHU Jérémie MOUYOKANI, Mme La Ministre de la Santé et de la Population, Mme la Représentante de l'UNICEF, Mme TAMBA Représentante de LCB BANK

son caractère social. LCB Bank inscrit son action dans la société congolaise et dans son environnement économique dans la durée, affichant son ambition de continuer à être un partenaire stratégique du financement de l'économie congolaise. Depuis 2016, LCB Bank, à travers sa fondation a marqué l'année par plusieurs actions témoignant de son engagement social. C'est dans ce cadre qu'elle a apporté sa contribution financière aux actions menées à l'initiative de



De la gauche vers la droite : Mme la Ministre de la Santé et de la Population, La Directrice de l'ONG Santé Education et Développement, Mme TAMBA, représentante de LCB Bank

Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime **et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.**

Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire
 Consulat Honoraire de Russie
 Avenue Moe Telli, Centre - ville,
 Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
 Tél: +242 055005560

à Brazzaville
 Centre culturel russe de Brazzaville,
 Avenue Amilcar Cabral
 (à côté de Casino, ex-Score)
 Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!
WWW.EDURUSSIA.RU

NÉCROLOGIE

Mme Nsana née Kouakoua Augustine, Béatrice Kouakoua Nsounda, Emilienne Kouakoua, Rolphe Sédric Kinsangou, Sorel Jovial Kinsangou, Armel Kouakoua Moboza, Franck Thierry Kouakoua, Christelle Nsana et famille ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur soeur, tante et grand mère Marie Clémence Kouakoua (Mère Clé), enseignante retraitée, survenu le lundi 14 août 2017 à Brazzaville.



La veillée se tient au n° 1100 de la rue Louémé au Plateau des 15 ans, non loin du pressing 5 à sec.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Sandrine Atipo, agent Télé Congo, la grande famille Nguié Aba et d'Etaba, Mmes Atipo née Egnié Jeanne et Ngampio Marie; Carine Ossibi, les enfants Ossibi et Atipo ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, père, oncle et grand père Ossibi Bouloukoué Rigobert alias Okapi, survenu le mardi 15 août à Brazzaville. Le deuil se tient à son domicile sis au n°91 de la rue Mossaka entre les avenues de Chars et de la Tsiémé.



La date de l'inhumation sera communiquée prochainement.

Stanislas Okassou et famille informent les parents, amis et connaissances de Makoua (Ndongo, Oyoué, Ifoura et Bokagna) du décès de Delphine Ngalla (Foussa) survenu le 17 août 2017 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 121 de la rue Mbé à Talangaï, quartier Manhatann. Référence rue Ndolo grand lavage. La date et le programme des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



IN MEMORIAM

“Le souvenir d'un bonheur n'est bénéfique que lorsque celui qui se souvient est encore heureux. Dans le malheur, il n'est pas une consolation ou un refuge, mais la brûlure d'un regret sans espoir.”
 20 août 1997- 20 août 2017. Cela fait 20 ans que la providence a jugé bon d'arracher à la vie, notre chère mère Monique Galloy. En ce jour, pour célébrer sa mémoire nous prions tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**
 Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**
 (africaine, française et italienne)
 Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
 Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
 Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
 Du lundi au vendredi (9h-17h)
 Samedi (9h-13h)

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

MIGRATION

La Croix-Rouge italienne désapprouve l'arrêt d'aide aux migrants

Le président de la Croix-Rouge italienne, Francesco Rocca, a dénoncé jeudi la récente décision prise par les autorités libyennes, d'interdire aux ONG de secourir les migrants au large de la Lybie, qualifiant cette mesure d'illégal face au droit international.

Francesco Rocca s'exprimait après son entretien avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. « Trop c'est trop ! Vous ne pouvez empêcher le désespoir des gens, vous devez créer des couloirs humanitaires sécurisés et développer l'information dans les pays pour les gens qui décident de partir », a-t-il indiqué.

« Nous parlons de vies, de dignité pour des dizaines de milliers de personnes (...) », a ajouté le président de la Croix-Rouge italienne, pour redire son mécontentement

face à la décision. Il a ensuite déploré la pro-inactivité de l'Union européenne sur cette question des migrants pouvant conduire à des pertes de vies humaines importantes si l'on tient compte du nombre de réfugiés ayant péri en mer l'année dernière.

Selon le directeur des opérations de Save the children Rob MacGillivray, l'interdiction de l'accès humanitaire aux navires étrangers dans les eaux internationales au large de la Lybie va causer beaucoup de dommages « Les embarcations de migrants vont être obligées de retourner en Libye et beaucoup d'enfants et d'adolescents vont mourir en mer », a-t-il assuré.

Cette décision des autorités lybiennes est perçue comme une menace après des tirs de sommation des garde-côtes

libyens face à un navire humanitaire près des côtes. Plusieurs ONG dont MSF, Sea Eye, Save the children, ont annoncé la suspension de leurs opérations de secours.

La Croix-Rouge italienne dispose de 160.000 bénévoles travaillant dans différents ports du pays. Elle a secouru près de 94.000 personnes au cours des six premiers mois de l'année 2017. L'organisation a également créé une nouvelle zone de recherche et de sauvetage (SAR) s'étendant sur 100km en Méditerranée à partir des côtes libyennes, pour permettre aux navires humanitaires de secourir les migrants. Ces efforts ont été refroidis par l'interdiction de l'ONU faite aux ONG accusées par Tripoli d'être en accord avec les réseaux de passeurs clandestins.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

Onze volontaires de la CRCA tués depuis le début de l'année

Le président de la Croix-Rouge centrafricaine (CRCA), Antoine Mbao-Bogo, a condamné les tueries des volontaires de la Croix-Rouge et appelle au respect du Droit humanitaire international (DIH) et à la cessation des violences.

Onze volontaires de la Croix-Rouge ont été tués depuis le début de l'année 2017. La condamnation d'Antoine Mbao-Bogo intervient alors que la CRCA organise des sessions de renforcement des capacités des volontaires sur la gestion des catastrophes.

Antoine Mbao-Bogo s'est dit inquiet et préoccupé. « La Croix-Rouge centrafricaine et ses volontaires, ainsi que tout le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge expriment leurs vives préoccupations suite aux violences perpétrées contre les humanitaires, plus précisément les volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine. Nous sommes affligés, consternés et condamnons fermement cette situation de violence à l'égard de tous les humanitaires », a-t-il déclaré.

Le président de la Croix-Rouge appelle au respect du DIH en période de conflits. « La mission principale de la Croix-Rouge est de sauver des vies et porter secours sans discrimination aux victimes de conflits et des catastrophes. Cette situation douloureuse vient une fois de plus alourdir nos peines. La CRCA a déjà enregistré des cas d'assassinat de ses volontaires à Alindao, Bangassou et plus récemment à Gambo, portant ainsi à 11 le nombre des volontaires qui ont perdu leur vie en cette année. Nous interpellons les belligérants à épargner la population civile, ainsi que les humanitaires et à respecter et protéger le personnel médical », a soutenu le pasteur Mbao-Bogo.

Il a rappelé que la CRCA reste attachée aux valeurs humanitaires pour apporter aide et assistance aux personnes vulnérables.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

les femmes centrafricaines engagées pour la consolidation de la paix

En prélude à la rencontre des femmes prévue pour le 26 août, des femmes du 6^e arrondissement de Bangui viennent d'être sensibilisées à la consolidation de la paix.

L'implication des femmes dans le processus de consolidation de la paix intervient dans un contexte de violences armées dans plusieurs villes à l'intérieur du pays. Ces femmes s'engagent à consolider la paix alors que l'Union africaine (UA) a adopté à Libreville au Gabon une feuille de route en faveur de la paix dans le pays.

Depuis cinq ans, la Centrafrique connaît une « guerre fratricide », « beaucoup d'actions ont été menées pour la paix, mais celle-ci ne se consolide pas. Chaque fois qu'il y a de regain de violences, c'est pourquoi nous voulons mobiliser les femmes du 2^e, 6^e arrondissement et Bimbo pour que ces femmes puissent se lever dans une pleine solidarité pour pouvoir faire des actions puissantes et concrètes afin de mobiliser leurs pairs, les sensibiliser pour que la paix puisse revenir définitivement dans le pays » a déclaré Sambeko Victorine, coordinatrice de L'ONG/Planète-Femmes.

Des femmes centrafricaines appellent à une mobilisation forte: « Nous exhortons nos sœurs à se lever comme une seule personne toute tendance confondue pour que le 26 août prochain nous puissions lancer un cri de cœur en vue de la cessation des hostilités », a déclaré pour sa part Grengbo Victorine.

L'activité du 26 août est la première action publique des femmes en faveur de la paix après l'accord de Sant'Egidio.

Noël Ndong

Les difficultés d'ordre logistique retardent l'opérationnalisation de la CPS

Le procureur spécial près la Cour pénale spéciale (CPS), Toussaint Muntazini Mukimapa, a, au cours d'une audience avec le président de la République Faustin Archange le 12 août, présenté les obstacles qui retardent la mise en branle de son institution.

Il s'agit, entre autres, de la mise à disposition des bâtiments, la formation des officiers de police judiciaire. Ces difficultés sont liées, selon le procureur de la CPS, à la mise à la disposition définitive des bâtiments affectés à servir de siège de cette cour. « Un autre défi aujourd'hui de la Cour, est la formation des 20 Officiers de police judiciaire pour démarrer les enquêtes dans le pays avec l'appui de la Minusca », a-t-il poursuivi. La montée en puissance des magistrats internationaux est autant de fait majeur pour l'accomplissement de sa mission. « Il y a encore quelques défis qui se posent notamment en termes de recrutement et la sélection des officiers de police judiciaire, la mise à disposition définitive des bâtiments dédiés à la CPS, qui doivent être réfectionnés à très brève échéance, pouvant permettre à la cour d'avoir des locaux permanents », a rapporté le procureur au chef de l'Etat centrafricain.

Il a aussi annoncé l'arrivée d'ici à fin août, des magistrats internationaux pour rejoindre les autres membres assermentés, depuis le 30 Juin dernier. Cette visite est une étape importante après la publication du rapport Mapping des Nations unies.

RJDH



TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

ELIMINATOIRES CHAN

Les Diables rouges sortent les Léopards tenants du titre

Les Diables rouges ont réussi leur coup à Kinshasa en contraignant les Léopards de la République démocratique du Congo à un nul d'un but partout suffisant pour valider leur ticket pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations.

Les Diables rouges éliminent les tenants du titre, grâce au but inscrit sur le terrain de l'adversaire. Au match aller, les deux Congo avaient fait jeu égal (0-0) au stade de l'Unité à Kintélé. A Kinshasa, il fallait marquer pour arracher la deuxième qualification après celle de 2014, justement face aux mêmes Léopards. Les choses avaient pourtant mal débuté pour les hommes de Barthélemy Ngat-

sono. Ils ont concédé l'ouverture du score à la 35e minute par l'entremise de Makusu Mundele. Il reprenait du plat du pied un centre venu du côté droit.

Les Diables rouges réagissaient dans la foulée. Sur un corner de Junior Loussoukou, Jaurès Ngombé coupait au premier poteau pour remettre à la 38e minute, les deux équipes à égalité. Les Diables rouges auraient pu doubler la mise une minute après. Césair Gandzé servi en profondeur par Jaurès Ngombé bute sur Ley Matampi, le gardien des Léopards. Meschack Elia aurait lui aussi pu donner l'avantage aux locaux. Sa frappe, après une erreur défensive des Congolais à la 41e minute, fuyait le cadre. Malgré



Les Diables rouges qualifiés pour la phase finale du ChanAdiac

les deux premières actions de la première période à leur avantage, les Diables rouges n'ont pas pu mettre le but du chaos. Ils se sont contentés de gérer et cela a bien fonctionné.

Léopards et Diables rouges s'aff-

frontaient pour la troisième fois dans ces éliminatoires (deux qualifications pour le Congo contre une pour la RDC). Présents lors de toutes les phases finales du Chan (2009, 2011, 2014 et 2016), les Léopards manqueront pour la

première fois une phase finale. En 2008, la RDC était qualifiée en battant le Congo à Kinshasa (3-0) avant de concéder une défaite de (1-2) à Pointe-Noire. En 2010, elle était également qualifiée sans passer par le Congo. En 2013, La RDC éliminée par le Congo à Dolisie (0-1) malgré sa victoire (2-1) à Kinshasa passait par les barrages devant le Cameroun. Cette fois-ci, elle échoue une fois de plus face au Congo à cause du but concédé sur sa pelouse (0-0) à Brazzaville puis (1-1) à Kinshasa). Le Congo qualifié aura la mission de faire mieux que lors de sa première participation en 2014. Lors de la 3^e édition, le Congo échouait dès le premier tour avec quatre points.

James Golden Eloué

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE

34 Diables rouges présélectionnés pour la double confrontation contre le Ghana

Les Diables rouges seront reçus le 1er septembre à Kumasi par les Blacks stars du Ghana dans le cadre de la 3e journée des qualifications pour la Russie 2018. Juste avant ce match qui marque la fin de la phase aller des éliminatoires, le Congo accueillera le 5 septembre dans ses propres installations cette même équipe du Ghana cette fois-ci pour le compte de la 4e journée.

Les Diables rouges sont à la recherche de leurs premiers points dans la compétition au cours de laquelle ils n'ont plus leur destin en main. Derniers du groupe avec 0 point après deux journées, les Congolais accusent un retard de six points par rapport à l'Egypte, leader du groupe de quatre face à l'Ouganda (4 points) et d'un petit point par rapport au Ghana, leur futur adversaire. Même si la qualification pour le mondial semble être compromise, les Congolais devraient toutefois se battre avec la même intensité pour soigner le rang car les performances réalisées lors des qualifications sont comptabilisées lors des tirages au sort des grands rendez-vous comme la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations. La double confrontation contre le Ghana vient à point nommé. Elle servira aussi de préparation pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Après avoir manqué la première journée face



Les Diables rouges lors de leur dernier match des éliminatoires de la Coupe du monde contre l'Ouganda-Photo Kwamy

aux Léopards de la République démocratique du Congo, les Diables rouges ont l'obligation de gagner leurs deux prochains matches à domicile respectivement contre le Zimbabwe et le Liberia. Dans cette présélection, Sébastien Migné a reconduit le même groupe qui était du déplacement de Kinshasa et du dernier stage de préparation à Lisses en France. Sur les 23 retenus contre la RDC, Sylvère Garvoula, Hardy Binguila, Francis Nganga et Moïse Nkounkou sont les quatre

absents. Mavis Tchibota et Christopher Missilou sont les deux nouveaux. Le premier déjà présent dans les sélectionneurs des jeunes n'a jamais disputé un match avec l'équipe pro. Le second n'avait plus été rappelé depuis plus de trois ans. Notons que sur les 34, seuls huit joueurs évoluent au pays dont trois gardiens de but (Mouko, Ndzila et Ndinga). Les joueurs Matheus Botamba (Tongo FC) et Césair Gandzé (AC Léopards de Dolisie) sont par contre, les seuls retenus

à leur poste respectif (attaquant et milieu du terrain) parmi les professionnels. En défense, Dimitri Bissiki Magnokélé (AC Léopards), Baron Kibamba et Beranger Itoua (Cara) apporteront de la concurrence.

Les 34 Diables rouges présélectionnés

Gardiens de but : Christoffer Mafoumbi (Blackpool FC/ Angleterre), Barel Mouko (La Mancha), Pavhel Ndzila (Etoile du Congo), Perrauld Ndinga (Patronage Sainte-Anne)

Défenseurs : Tobias Badila (Nancy/ France), Marvin Baudrin (Zulte Waregem/ Belgique), Clevid Dikamona (Platanias/ Grèce), Beranger Itoua (Cara), Baron Kibamba (Cara), Charlevy Mabilia (sans club), Fernand Mayembo (Grenoble/ France), Ravy Tsouka (sans club), Arnold Bouka Moutou (Dijon/ France), Davy Dimitri Bissiki Magnokélé (AC Léopards de Dolisie)

Milieu du terrain : Durel Avounou (Caen/France), Christopher Missilou (Sannois Saint Gratien/ France), Yohan Andzouana (Girona/Espagne), Césair Gandzé (AC Léopards de Dolisie), Jordan Massengo (Union Saint Gilloise/ Belgique), Prince Oniangué (Wolverhampton/Angleterre), Delvin Ndinga (Lokomotive Moscou/Russie), Merveil Ndockyt (Cf Getafe/ Espagne), Yves Pambou (DAC-Dunajska Streda/Slovaquie)

Attaquants : Dylan Bahamboula (Dijon/ France), Thievy Bifouma (Osmanlispor/ Turquie), Doré Ferebory (Clermont/ France), Rahavi Kifoueti (Doxa/ Chypre), Dylan Saint Louis (Saint-Etienne/ France), Kevin Koubemba (Cska Sofia/ Bulgarie), Davel Mayela (Laval/ France), Mavis Tchibota (Bnei Yehuda Tel Aviv/ Israël), Juvhel Tsoumou (Ernis/Chypre), Fabrice Nguessi Ondama (Club africain/ Tunisie), Matheus Botamba (Tongo football club)

J.G.E.

LES MEILLEURES FORMATIONS Réseau et Système

100% pratique

- Gérez les serveurs virtuels en entreprise
- Gestion Internet en entreprise
- Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
- Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
- Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)
- Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

KD Computer

TTN TRANSIT
34 rue Labat 75018 Paris

**ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE
FRET AÉRIEN & MARITIME**

**FRANCE / EUROPE / ASIE MOYEN-ORIENT /
BRAZZAVILLE / POINTE-NOIRE / KINSHASA /
MATADI, BOMA**

**Avec ou sans
dédouanement**

Ctc. DJAMEL

☎ 00 331 44 92 90 90
☎ 00 336 65 47 06 06
✉ ttnplus@wanadoo.fr

MANIFESTE DU CITOYEN CONGOLAIS

Mobilisation citoyenne pour un retour à l'ordre constitutionnel

« Esili », tel est la dénomination du document signé le 18 août à Paris et qui vient tout juste de franchir la ligne de départ avec pour objectif déclaré en finir avec le régime de Kinshasa qui, d'après ses signataires, instrumentalise la violence pour se maintenir en violation de la Constitution.

C'est dans une ambiance bon enfant qu'a été signé le vendredi 18 août à Paris, dans la salle de conférence exigüe du siège de la Fédération internationale des droits de l'Homme, le « Manifeste du citoyen congolais ». Ce document qui peut être considéré comme le vade-mecum du citoyen congolais est un condensé de sa vision par rapport à l'avenir politique immédiat de son pays actuellement gangrené par l'impasse découlant de la non-organisation des élections en décembre 2016. Ils étaient plus d'une dizaine les organisations de la société civile congolaise ainsi que les mouvements citoyens ayant effectué le déplacement de Paris pour apposer leur signature au bas de ce document élaboré depuis plusieurs jours à Chantilly, en région parisienne, dans un secret absolu.

Le 18 août a été donc un événement de haute portée historique pour ces mouvements citoyens qui entendent ainsi agréger leurs forces pour obtenir l'alternance politique en

RDC d'ici fin 2017 avec, à la clé, le départ de Joseph Kabila à qui la Constitution interdit de se représenter pour un troisième mandat mais qui reste encore aux commandes grâce à un arrêt de la Cour constitutionnelle. Celui-ci l'astreint à demeurer en poste jusqu'à l'installation du nouveau président de la République élu. Une lecture que ne partagent pas les signataires du « Manifeste du citoyen congolais » qui prônent le retour à l'ordre constitutionnel, le gouvernement actuel étant illégitime du fait de la non-tenue des élections. « Le président Joseph Kabila dont le mandat a expiré le 19 décembre 2016, exerce le pouvoir en violation manifeste de la Constitution de la République démocratique du Congo », soutiennent-ils.

Le schéma de sortie de crise qu'ils proposent s'articule sur une transition citoyenne dont les animateurs seront désignés à la suite d'une concertation nationale ayant pour mission principale d'organiser des élections crédibles, transparentes,



Quelques signataires du « Manifeste du citoyen congolais » réunis à Paris

ouvertes et libres et qui n'en seront candidats. Outre cette transition à mettre en place par les différents groupes représentant les citoyens congolais, ils exigent également la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques et d'opinion ainsi que la réouverture des médias fermés en RDC. Pour arriver à leur but, les organisations de la société civile et des mouvements citoyens présents à Paris prévoient « des actions pacifiques et non violentes » visant à empêcher le « président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017 ». Convaincus

que rien ne changera à l'obstination de l'actuelle coalition au pouvoir à demeurer en poste envers et contre tout, les signataires du « Manifeste du congolais » appellent la population congolaise à contraindre les tenants du régime à l'alternance d'ici la fin de l'année via des actions pacifiques. Aussi, pour susciter des adhésions massives à leur action, entendent-ils entamer des actions de sensibilisation auprès des citoyens congolais, mais aussi des partis politiques - opposition et majorité confondus -, et des instances religieuses.

Fadel Barro, le leader sénégalais du mouvement citoyen « Y en a marre » a fait figure de conseiller auprès des représentants de Filimbi, de la Lucha, de la Ligue des électeurs ou encore des « Congolais Debout », mouvement récemment créé par Sindika Dokolo et d'autres organisations de la société civile présentes à Paris. Tous appellent à la mobilisation générale en vue de la tenue des élections d'ici décembre 2017, la seule voie plausible pour obtenir l'alternance tant souhaitée.

Alain Diasso

ACTIVITÉS MINIÈRES

Bilan préoccupant au premier semestre 2017

La tendance à mi-parcours indique une baisse des bénéfices des différentes sociétés minières opérant à la RDC. C'est le cas de Banro Corp, une société canadienne spécialisée dans la production de l'or, qui a vu son bénéfice s'effriter de près de 60 % au cours de cette période.

Les chiffres confirment une situation inconfortable pour nombre d'opérateurs miniers de la RDC qui accumulent d'importantes pertes à cause de l'érosion des prix des matières premières et du ralentissement de l'économie mondiale. En effet, la baisse des cours mondiaux a commencé à affecter l'économie congolaise à partir de la seconde moitié de l'année 2015. Dans un premier temps, les miniers ont augmenté sensiblement leur volume de production pour compenser une grande partie du manque à gagner. L'idée était de consolider le partenariat commercial avec les pays émergents dont la Chine principalement. Selon la Banque mondiale, la RDC a orienté jusqu'à 41 % de ses exportations vers l'empire du milieu. Dès lors, le ralentissement de la croissance chinoise a impacté négativement sur les derniers espoirs de reprise de l'économie congolaise. À cela, il faut rajouter la recrudescence des problèmes sécuritaires qui per-

turbent la production minière.

Espoir envolé avec l'or Dans le secteur minier, l'exploitation aurifère est la filière qui a le mieux résisté à la crise, contrairement au cuivre. Si les mines représentent environ 97 % des exportations congolaises, le cuivre constitue le minerai le plus exporté. Le dernier rapport trimestriel de la société aurifère Banro Corp n'a donc pas manqué d'attirer l'attention de plus d'un expert. Cette société est active sur les projets Twangiza et Namoya situés dans l'est de la RDC. Il s'agit de la partie du territoire national où l'or règne quasiment en maître absolu, même si toutes les provinces peuvent se prévaloir d'avoir de l'or. L'on a appris que Banro a enregistré des revenus financiers de l'ordre de 40 millions de dollars américains, soit une baisse en glissement annuel de 30 %. Par ailleurs, son bilan trimestriel montre un bénéfice avant intérêt, impôts, dépréciation et amortissement de 6,6 millions de dollars américains, soit une perte estimée à 60 %. Sa production s'est située à 19 151 onces sur la mine Namoya et de 19 588 sur la mine de Twangiza. Pour rappel, Banro Corp a mis en production sa mine de Twangiza en septembre 2012 et celle de Namoya en janvier 2016.

Laurent Essolomwa

SUD-OUEST DE LA RDC

Seize morts du choléra en une semaine

Seize personnes sont mortes du choléra en une semaine dans une région du sud-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) où une centaine de cas a été recensée, a-t-on appris vendredi des autorités provinciales.

« Nous avons enregistré 16 cas de décès et une centaine de personnes sont contaminées par le choléra » dans trois zones

dans le traitement du choléra. L'isolement des malades pose cruellement problème », s'est-il inquiété. La ville de Bandundu et les deux localités touchées sont habitées par près d'un million de personnes, invitées à « la stricte observation des règles élémentaires d'hygiène ».

Une autre province congolaise (le Sud-Kivu, dans l'est) est confrontée à une flambée de choléra ayant fait deux morts et plusieurs

mortelle. Il est provoqué par l'absorption d'eau ou de nourriture contaminée par la bactérie vibrio, présente dans les matières fécales. Selon l'ONU, le choléra est devenu un problème de santé publique majeur en RDC avec des milliers de cas enregistrés chaque année dans de nombreuses provinces de cet immense pays dépourvu d'infrastructures et où la majeure partie de la population vit dans la



Des patients dans le centre de traitement de choléra à Kimpese (Kongo-Central)

de la province de Kwilu, a déclaré à la presse son gouverneur Nicolas Bulukungu. « La province ne dispose pas de centre spécialisé

dizaines de cas recensés depuis près de trois semaines. Le choléra entraîne une diarrhée sévère et une déshydratation parfois

pauvreté. Plus de 700 décès du choléra ont été enregistrés en 2016 en RDC.

AFP

INTERVIEW. PETER KOMONDUA

« Arriver à se libérer de son égo pour laisser l'autre s'exprimer aussi »

Dans cet entretien exclusif accordée au *Courrier de Kinshasa*, le slameur parle de sa nouvelle expérience de travail en compagnie de la réalisatrice Anny Tshonga. De leur collaboration est sorti le court-métrage *Poulet mayo*, la vidéo présentée en avant-première le samedi 11 août à Bandal a été réalisée dans le cadre des deux semaines de l'atelier de dramaturgie urbaine organisé par la Plate-forme contemporaine (PC) de Kinshasa, un projet issu d'un partenariat avec le Théâtre royal flamand (KVS), qui a réuni six slameurs et six vidéastes.

Le Courrier de Kinshasa : Comment devrait-on vous présenter à nos lecteurs ?

Peter Komondua : Je suis Peter Komondua, poète et slameur.

LCK : Le slam est encore assez mal connu des Kinois. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à travers la définition que vous en donnez personnellement ?

PK : Au-delà de la définition traditionnelle du slam qui parle de la poésie à l'oral, moi, personnellement, je définis le slam comme étant une fenêtre de mon âme que j'ouvre à l'âme de l'humanité. Ce sont ce moment d'échange entre le moi intérieur et l'humanité extérieure, cette rencontre où je m'ouvre à l'humanité et je prends ce qu'elle a de mieux à me donner. Cet échange-là, c'est cela le slam pour moi.

LCK : Vous aviez jusque-là,

coutume de choisir vous-même le sujet de vos textes mais vous deviez, pour une première fois, le faire sur commande dans le cadre de l'atelier de dramaturgie urbaine. Comment s'est passé l'exercice ?

PK : Oui, j'avoue que cette première n'était pas facile à la base. Mais je pense que le goût du risque a été plus fort, prendre le risque en tant qu'artiste d'aller dans une zone moins confortable. L'effort était de quitter sa zone de confort pour aller vers la « créa ». C'est vraiment ce que le projet était à mes yeux, parce qu'en tant qu'artiste, j'ai toujours fait en sorte de respecter ma propre méthode de travail mais là il fallait plutôt répondre aux attentes. Il y avait une pression exercée sur moi parce que je devais faire ce que l'on attendait de moi en fonction d'un délai, mais aussi produire quelque chose qui devrait coller aux attentes de ma partenaire de travail. Ce n'était pas facile mais il fallait prendre le risque d'aller en terre inconnue et créer. Ce projet je l'appelle particulièrement du vomir. Je le conçois ainsi parce que, pour moi, le réaliser équivalait à se lâcher, cracher, se libérer, vomir en quelque sorte.

LCK : Combien de temps vous a-t-il fallu pour vomir ? Qu'est-ce qui a été le plus dur à faire, vous a donné matière à réflexion avant d'y parvenir ?

PK : Aboutir avec ce projet c'était partir beaucoup plus sur



un processus d'échange. Car il en fallait un constant avec ma partenaire de travail vu que je n'avais encore jamais travaillé sur ce genre de projet. Mais, en tant que slameur, j'avais mes exigences, je savais ce que je voulais en termes d'images. Cependant, il fallait, en même temps, arriver à se libérer de son égo pour laisser l'autre

s'exprimer aussi. Car, autant que moi, j'avais besoin de communiquer quelque chose au travers de mon texte, elle avait, elle aussi de son côté, besoin de communiquer quelque chose au travers de sa vidéo. Il fallait donc créer une symbiose entre les deux ne pas rester figé chacun sur ce que l'on voulait.

LCK : Le poulet à la mayonnaise, on le voit dans votre vidéo *Poulet Mayo*, a servi de prétexte pour aborder plusieurs thématiques. Pourquoi avoir choisi celui-là particulièrement pour parler de la crise sociopolitique, par exemple ?

PK : En fait, lorsque nous avons été placés en équipe, je me suis retrouvée avec une coéquipière qui avait à l'esprit de parler du « Poulet mayo » qui est un plat plutôt à la mode actuellement à Kinshasa. Et, de mon côté, je tenais à parler du vide qui se créait dans les espaces littéraires, les bibliothèques, etc. Il fallait trouver un lien entre le poulet à la mayonnaise et le fait que moi je voulais parler de la lecture. En fait, dans les moments de rencontre où régnait la bonne ambiance les gens se plaisaient à se réunir autour d'un poulet mayo. J'ai compris que c'était bon pour le corps et qu'il avait sa place dans un moment de divertissement mais qu'en restait-il le lendemain de ce poulet mayo ? Pour ma part, j'ai fait une analogie avec la lecture qui est, elle, le poulet mayo de l'esprit, quitte à ramener les gens vers la lecture, le goût des livres. J'ai donc voulu en même temps passer mon message en faisant correspondre la bibliothèque à un bistrot où l'on va prendre un verre et manger du poulet mayo à la cité. J'ai juste essayé d'établir un rapport entre les deux.

Propos recueillis par Nioni Masela

INTERVIEW. FISTON MBUYI

« J'ai décidé de répondre à l'appel du Grand Roi et j'en suis heureux »

Le jeune artiste qui comptait parmi les favoris de la première édition de la télé-réalité *Vodacom Superstars* se présente désormais comme un serviteur de l'Éternel. Il a en quelques mots parlé de sa nouvelle orientation musicale au *Courrier de Kinshasa* qui l'a rencontré à la fin du concert d'Enoch Ebadu dont il était l'un des chanteurs invités, le dimanche 13 août au Balis Center à Limete.

Le Courrier de Kinshasa : Comment devrait-on vous présenter à nos lecteurs ?

Fiston Mbuyi : De manière assez brève, je suis le frère Fiston Mbuyi.

LCK : Les mélomanes de Kinshasa et Brazza vous ont découvert et apprécié dans la télé-réalité *Vodacom Superstars 1*, qu'êtes-vous devenu depuis ?

FM : Je suis devenu serviteur de Dieu. Après *Vodacom Superstars*, la vie a continué. Moi, j'ai personnellement accepté de répondre à l'appel de mon Roi, celui qui m'a créé. Le plus important sur cette terre, ce n'est pas seulement de vivre mais bien de faire ce pourquoi l'on

vit. Moi, je vis pour servir le Seigneur. Avant, j'étais partagé entre doute et hésitation, j'ai vécu beaucoup de choses ces dernières années. mais aujourd'hui j'ai décidé de répondre à l'appel du Grand Roi et j'en suis heureux.

LCK : De quelle manière avez-vous répondu à l'appel du Grand Roi ?

FM : Je le fais au travers de la musique. Les gens m'ont connu pour m'avoir vu dans les compétitions musicales, je joue



toujours de la musique. Je sors bientôt un album de pratiquement onze titres intitulé *Amour unique*. Il comporte des chansons particulières à l'instar de

Musamba et Yaya. Je suis certain que le seigneur fera du bien à plusieurs au travers de cette œuvre.

LCK : Faites-vous désormais partie d'un orchestre ou cet album est-il réalisé en solo ? L'on reproche souvent aux chanteurs chrétiens de ne pas avoir de père spirituel, mieux de ne pas avoir une église d'attache. Qu'en est-il de vous ?

FM : Oui, c'est un album solo mais j'y ai réalisé quelques *featurings* notamment avec les frères Enoch Ebadu et Michel Bakenda, « mon père » Henri-Papa Mulaja. Ceci me permet de répondre directement à votre préoccupation, je fais partie de l'église Souffle de vie, jusque-là, c'est une cellule de prière mais une église en devenir. Et, donc j'ai voulu faire intervenir Henri-Papa Mulaja parce qu'il est en même temps un mentor, un père, il représente beaucoup pour moi.

LCK : Musamba est l'un des titres de votre album que l'on écoute déjà sur les ondes de certaines de radio à Kinshasa. Quelle est sa signification ?

FM : Musamba veut dire, il m'a secouru, il m'a aidé, il est venu à ma rescousse. Ça tourne autour de ces expressions. Je dis en ciluba : « Yesu musamba mvita yani mutshimuna », en français cela signifie si Jésus m'assiste, je suis vainqueur dans mes combats. Dans la suite, j'ajoute que j'ai vu un lion assis à mes côtés et que nul ne peut s'approcher de moi. Et dans ce passage chanté de la sorte : « Tshilumbayi mwimane, mwimanila kundji mwimane adji yeya ntambwe mwimane nganyi wakumulonda. Yesu wanyi musamba lelele... », je déclare que « Dieu est assis à mes côtés, nul ne peut venir pour me juger en rapport avec mon passé, ou quoique ce soit d'autre parce que le Dieu de grâce et d'amour est avec moi ».

Propos recueillis par N.M.

HUMEUR

Quand l'endogamie exacerbée porte les germes du repli identitaire !

En des termes simples, l'endogamie renvoie à une problématique matrimoniale dans laquelle la partenaire est choisie dans son clan, son ethnie ou sa tribu. Cette manière d'agir et de faire s'oppose matrimonialement au choix de la partenaire en dehors du clan ou de la tribu appelé l'exogamie. Alors ce deuxième mariage est à encourager, car il favorise l'ouverture des ethnies et des clans des régions différentes sur les clans et les tribus d'autres régions du même pays favorisant ainsi le vrai brassage des compatriotes.

Et la question que l'on se pose souvent est la suivante : « Est-ce qu'il est important pour le Congolais de prôner très fort et de façon soutenue le mariage endogamique ? ». La réponse brutale est non parce que ce genre de mariage, s'il se généralisait dans le pays, est porteur des germes d'un mutuel rejet entre les clans et les tribus n'appartenant pas à des mêmes départements. Donc, de là naîtront des divisions tribales. Car ces mariages à forte dose endogamique sont une manifestation de l'ethnocentrisme voilé ou déguisé. Or, l'ethnocentrisme est une porte ouverte vers le refoulement des autres et il tourne le dos aux ambitions nationales.

Ainsi, on ne le dira jamais assez, la Nation se veut un brassage ou une imbrication des tribus et des clans, car là où il y a trop de montée de l'ethnicité à travers les mariages endogamiques, c'est l'affaiblissement de la Nation, c'est-à-dire les ambitions nationales payeront le lourd tribut et ne seront pas du tout atteintes. Tenez ! Une regrettable situation s'était passée dans l'un des quartiers de nos villes où nous tairons le nom. Des parents d'un jeune homme avaient refusé d'aller assister à la cérémonie de la dot de leur future belle-fille parce que, semble-t-il, cette dernière n'était pas du clan, disons-mieux de la tribu que son futur mari. Comportement à la fois blâmable et regrettable. Et les choses ne s'arrêtent pas là, car il y a d'autres parents qui ne se gênent pas à poser toujours cette honteuse question à leurs enfants dès que ces derniers leur annoncent une future alliance : « Ton mari là ou ta femme là est d'où ? ».

Ainsi d'une façon sui generis, les mariages endogamiques sont une survivance des replis identitaires qui sont aussi un facteur de certains déchirements sociaux voire parfois socio-politiques. On peut corroborer cette assertion en lisant les écrits du sociologue Jean-Claude Kaufmann dans son ouvrage « Identités : la bombe à retardement ». Il lance ainsi un cri d'alarme face au développement de certaines dérives identitaires qui pourraient conduire à des grandes violences.

Alors pourquoi ne pas voir amplifier les mariages exogamiques du genre le jeune « pounou » de la Bouénza former un foyer avec la jeune « mbonjo » de la Likouala, le jeune « ngaré » de la Cuvette avec la jeune « vili » du Kouilou, le jeune « mbochi » des Plateaux avec la jeune « mbéti » de la Cuvette-Ouest, le jeune « bakouélé » de la Sangha avec la jeune « lari » du Pool et vice-versa. Du coup, cela enlèvera dans l'imaginaire du jeune congolais cet esprit grégaire généré par certains parents qui sont restés dans les stéréotypes devenus désuets.

Hormis l'aspect décrié du mariage endogamique exacerbé et généralisé qui pousse vers le repli identitaire, il y a aussi un côté que l'on ne parle pas assez qui est celui de la porte ouverte vers l'inceste, un parent qui prend comme épouse la fille de son oncle, c'est un désordre social trop archaïque. Comme on le voit, le mariage endogamique ne devrait plus être trop pratiqué, car il est l'un des freins pour le déroulement de la Nation.

Faustin Akono

MINI-MEETING D'ATHLÉTISME 2017

La troisième édition « Tous en mouvement » s'est tenue dans la ville côtière

Organisée par le club sportif La Colombe à l'Espace du trentenaire de Total E&P Congo, situé dans le premier arrondissement Émery Patrice Lumumba, en présence de Nadège Bissila Boubag, présidente dudit club, la 3e édition a réuni 318 enfants âgés de 8 à 15 ans dont 194 ont pris part à la compétition.

Au cours de la 3e édition, la compétition s'est réalisée sur deux disciplines distinctes, à savoir la course du relais à obstacles encore appelée Dia'athlon et le sprint. Faisant le point de cette édition, Nadège Bissila Boubag a expliqué que par rapport aux éditions passées, l'édition de cette année a occasionné plus d'enthousiasme et d'engouement autant chez les enfants que chez leurs parents. « Notre objectif est atteint pour cette journée comparativement aux deux dernières éditions. Les talents découverts seront invités à intégrer le club au sein duquel

l'inscription est gratuite. Ils seront pris en charge par le club et les meilleurs d'entre eux seront exposés aux meetings officiels aux couleurs du club en espérant qu'ils défendent un jour les couleurs du département de Pointe-Noire voir du pays sous d'autres cieux. Ces activités nous permettent de sensibiliser les enfants mais aussi les adultes sur l'importance de la pratique régulière du sport. Malgré nos difficultés, nous nous battons pour offrir des instants sportifs exceptionnels et gratuits à tous les enfants grâce aux sponsors qui nous accompagnent », a-t-elle indiqué.

Remerciant pour leur part le club sportif la colombe pour l'organisation de cette rencontre, Douket Emmanuel et Bakala Marnyche respectivement premier au sprint chez les garçon et première chez les filles se sont exprimés en ces termes : « Cette rencontre permet à la fois d'occuper les enfants pendant la période des vacances scolaires et d'en-

courager les petits à pratiquer diverses activités sportives ». Pour susciter plus d'engouement chez les enfants, la présidente a profité de l'occasion pour présenter aux participants et aux spectateurs les huit jeunes athlètes du club sportif La Colombe qualifiés aux championnats départementaux qui sauront parmi tant d'autres défendre les couleurs du département de Pointe-Noire au championnat national à Brazzaville. Le prochain mini-meeting « Tous en Mouvement » se tiendra le 19 novembre, il réunira les petits et grands à l'occasion de la Journée mondiale du diabète. Le club remercie tous les sponsors qui ont contribué à la réussite de cette 3e édition, notamment le Comité paritaire de gestion des œuvres sociales de Total E&P Congo, les sociétés REGAL avec ses marques Pepsi et Lays, Cowbell, Allianz, SN Plasco Mayo, Amid, Congo Web Agency et la Structure.

F.A.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 95 10773
+242 05 529 1317
imp.bc@adtec-congo.com

84, Boulevard Il Desir, Société R/Imprimerie
Brazzaville - République du Congo

RÉFLEXION

1997-2017 : la longue marche de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale

Alors que Les Dépêches de Brazzaville s'apprentent à publier, vendredi, leur trois-millième numéro il n'est pas inutile de rappeler comment est né ce journal, ou plus exactement le groupe de presse qui l'édite.

Le prélude de cette belle aventure s'écrit il y a tout juste vingt-et-un ans alors que Denis Sassou N'Guesso vivait à Paris et préparait son retour au Congo en vue de l'élection présidentielle dont la tenue était prévue pour le premier semestre de l'année 1997. Etant alors vice-président du groupe de presse Jeune Afrique, j'avais été mis en relation avec lui par un ami afin d'évoquer les grandes questions qui se posaient ou se poseraient inévitablement dans l'immense Bassin du Congo profondément meurtri deux ans auparavant par le génocide rwandais.

a joué un rôle important dans la diffusion d'informations justes et vérifiées sur ce qui arriva réellement au Congo lorsque le président Pascal Lissouba décida d'empêcher la tenue de l'élection présidentielle et tenta de faire abattre le candidat déclaré Sassou N'Guesso.

Tout au long des guerres civiles de 1997 et 1998, l'ADIAC a été l'un des organes de presse qui suivait cette actualité tragique avec le plus de sérieux. Ce qui lui a permis, au sortir de ces tragédies et alors que le Congo entamait sa reconstruction, de réunir les moyens nécessaires pour bâtir un véritable groupe de presse écrite avec, d'une part, l'agence qui diffusait en continu des dépêches et d'autre part un magazine qui paraissait chaque mois. Ainsi sont nées Les Dépêches de Brazzaville qui ont séduit nombre de lecteurs au point que nous avons été amenés à

Ce succès s'est avéré tel que trois ans plus tard les machines utilisées pour imprimer le journal se sont avérées dépassées, obsolètes empêchant de facto celui-ci de fabriquer tous les soirs un nombre d'exemplaires suffisant pour satisfaire la clientèle. Un constat à la fois positif – l'engouement des lecteurs – et négatif – le blocage technique inévitable – qui nous a amené à franchir une nouvelle étape du développement de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale en achetant en France deux rotatives qui sont des machines à très haut rendement : l'une de type Gazette qui peut imprimer chaque nuit 20.000 exemplaires d'un journal comptant jusqu'à 32 pages ; l'autre de type Zyrkon pouvant imprimer en couleurs et dans différents formats des revues, livres et documents divers parmi lesquels figurent en bonne place les bulletins de vote nécessaires

ainsi fait qu'il incite sans cesse au dépassement de soi. Et l'évolution générale du Bassin du Congo, avec ses avancées mais aussi ses drames, nous a convaincus que le temps est venu de dépasser les frontières nationales pour regarder avec plus d'attention ce qui se passe autour de nous afin d'en informer les lecteurs de l'agence et du quotidien. D'où l'installation à Kinshasa d'un bureau de presse et l'insertion chaque jour, dans les Dépêches de Brazzaville, de plusieurs pages consacrées à l'actualité de la République Démocratique du Congo. Une initiative qui nous a permis de prendre la juste mesure de l'unité profonde du Bassin du Congo et de la proximité croissante des deux capitales les plus proches au monde, Brazzaville et Kinshasa.

Trois ans après le lancement de cette deuxième édition, il nous est apparu qu'en dépit des tensions de toute nature qui minent ce pays la presse écrite a de beaux jours devant elle en RDC également dès lors qu'elle relate de façon objective les événements qui en marquent le quotidien. S'est imposée alors l'idée selon laquelle nous devrions franchir un nouveau pas en avant en créant un second quotidien, Le Courrier de Kinshasa, qui consacrerait chaque jour six à huit pages à l'actualité du pays tout en donnant des informations sur le Congo mais aussi de façon plus générale sur le Bassin du Congo.

Un mois à peine après sa création il est impossible de dire quel sera le destin de ce deuxième quotidien. Mais nous ferons tout dans les mois à venir pour qu'il remplisse pleinement sa mission qui est d'observer, de relater, de donner matière à réflexion à ses lectrices et à ses lecteurs. Notre conviction est en effet que la presse peut et doit jouer un rôle majeur dans le processus d'intégration régionale qui se dessine et qu'avait dessiné Denis Sassou N'Guesso dans la Revue des deux mondes il y a très exactement vingt ans. Une conviction qu'expriment sous différentes formes les nombreux experts qui publient des études dans la revue Emergence Tombwa que nous avons créée il y a un an dans le but d'accompagner ce mouvement historique.

Loin de ralentir notre marche en avant, le vingtième anniversaire de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale, le dixième anniversaire des Dépêches de Brazzaville, la publication de son trois-millième numéro et le lancement du Courrier de Kinshasa marquent le début d'une nouvelle aventure que nos deux cents journalistes et collaborateurs conduiront, j'en ai l'intime conviction, avec toute la détermination et la passion qui nous ont permis de faire de ce groupe de presse l'un des plus importants du Bassin du Congo.

Jean-Paul Pigasse



De cette conversation à bâtons rompus sur le devenir de l'Afrique centrale est née l'idée de faire mieux connaître la vision que l'ancien et probablement futur homme d'Etat avait du devenir de cette partie du continent africain. Et c'est ainsi que fut publiée dans la célèbre Revue des deux mondes – fondée en 1829 et donc la plus ancienne revue publiée en Europe – une étude dans laquelle Denis Sassou N'Guesso analysait la situation présente de la sous-région et dessinait les contours des transformations à venir (1).

L'ayant accompagné lors de son retour à Brazzaville, au mois de janvier 1997 j'ai été prié, quelques semaines plus tard, de quitter Jeune Afrique. Ce qui m'a amené à jeter les bases d'un organe de presse qui pourrait couvrir l'actualité du monde en devenant ce que Denis Sassou N'Guesso avait décrit dans la Revue des deux mondes. Ainsi est née l'Agence d'Information d'Afrique Centrale (ADIAC) qui

accélérer le rythme de parution de cette publication qui est devenue bihebdomadaire, puis hebdomadaire.

L'avènement du quotidien

C'est alors qu'en 2007, il y a donc dix ans, l'idée folle nous a traversé l'esprit de faire de ce journal un quotidien : idée folle car le Congo était l'un des rares pays d'Afrique qui n'avait aucun quotidien ; idée folle car il fallait trouver les moyens financiers et surtout le capital humain sans lequel un tel projet ne pouvait voir le jour ; idée folle car nul ne savait quel serait l'accueil réservé par le public à un tel média. Mais idée juste puisqu'il est apparu dès leur lancement que Les Dépêches de Brazzaville remplissaient le vide médiatique que de nombreux Congolais vivaient mal jusqu'alors. Si bien qu'en quelques mois des milliers de lecteurs se sont abonnés, ou ont acheté le journal dans la rue, faisant du même coup du premier quotidien congolais un organe de presse incontournable.

pour la bonne tenue des scrutins qui marquent la vie démocratique du Congo.

Dans le même temps où nous franchissions cette étape technique décisive, nous avons décidé de lancer et de développer les versions numériques de l'agence et du quotidien. Installées sur le web, celles-ci ont aussitôt connu un grand succès car elles permettent aux Congolais de la diaspora, mais aussi aux observateurs étrangers sur les cinq continents d'avoir un accès direct à nos deux médias. Résultat des courses si l'on peut dire, l'Agence d'Information d'Afrique Centrale et Les Dépêches de Brazzaville ont acquis une notoriété internationale qui les place désormais dans le peloton de tête des médias africains.

La naissance du Courrier de Kinshasa

Parvenus à ce niveau la tentation était forte, bien sûr, de s'en tenir là et de calmer pour un temps nos ardeurs. Mais le métier de journaliste, d'observateur est

(1) Denis Sassou N'Guesso : « Grands lacs, la paix par l'intégration économique ». La Revue des Deux Mondes, juin 1997.